

# Dossier

## Lettres d'information de l'ASAF réalisées durant l'année 2017

par  
l'Association de Soutien à l'Armée Française



## Sommaire des lettres d'information réalisées par l'ASAF durant l'année 2017.

Lettre ASAF n°17/12 – A <b>Connaitre son métier</b> .....	2
Lettre ASAF n°17/12 - B <b>La revue stratégique ou l'inventaire des incompatibilités</b> .....	3
Lettre ASAF n°17/11 - A <b>Ne désarmons pas nos DROM-COM</b> .....	4
Lettre ASAF n°17/11 – B du 15.11.2017 <b>Associations, associez-vous !</b> .....	5
Lettre ASAF n°17/10 <b>Armée française : perte de confiance</b> .....	7
Lettre ASAF n°17/09 <b>Retour à un service national obligatoire ?</b> .....	9
Lettre ASAF n°17/08 <b>Le terrorisme ne connaît pas la pause estivale !</b> .....	11
Lettre ASAF n°17/07 <b>Armée française : des paroles aux actes, un choix crucial</b> .....	14
Lettre ASAF n°17/06 <b>Pourquoi nous devons soutenir notre armée</b> .....	16
Lettre ASAF n°17/05 <b>Réalités et perspectives</b> .....	18
Lettre ASAF n°17/04 <b>Les armées cinq ans après...</b> .....	20
Lettre ASAF n°17/03 <b>Mise en garde</b> .....	22
Lettre ASAF n°17/02 <b>Revenir à l'essentiel</b> .....	24
Lettre ASAF n°17/01 <b>Défense, l'heure des choix</b> .....	26

Pour accéder aux lettres d'informations publiées antérieurement sur le site, cliquez [ICI](#)



Mémoire et vérité

Paris le 15 décembre 2017

## Lettre ASAF n°17/12 - A

### Connaître son métier

« La plus grande immoralité c'est de faire un métier que l'on ne connaît pas » (Napoléon).

Où monsieur Emmanuel Macron a-t-il appris le métier de chef des Armées que lui confère la Constitution ? À l'ENA ? Non ! Dans la banque Rothschild ? On peut en douter. Lorsqu'il était ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique ? Il est fort à parier qu'alors les questions de Défense ne lui sont apparues qu'à travers le poids du budget qui leur était consacré.

Pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, le chef de l'État n'a eu, semble-t-il, avant de le devenir, aucun contact avec la chose militaire si ce n'est à travers quelques échanges avec monsieur Le Drian et son équipe de conseillers... À l'heure où un débat est ouvert sur le rétablissement d'une forme quelconque, qui reste à définir, de service national universel qui impliquerait les armées et qui fut sans doute suggérée, bien imprudemment, au candidat Macron par l'un de ces conseillers, ne conviendrait-il pas d'abord de réfléchir au moyen de donner à nos élites une instruction militaire minimale ?

Sous la V<sup>e</sup> République, précisément, a existé, jusqu'en 1972, l'obligation pour les élèves de certaines grandes écoles, en particulier d'ingénieurs, de recevoir, dans le cadre de leur scolarité, une instruction militaire obligatoire, en abrégé une IMO. Ceux qui la recevaient, et qui de ce fait, étaient désignés sous le titre d'IMO, voyaient inscrite à leur emploi du temps une demi-journée d'instruction militaire par semaine qui leur était délivrée *in situ* dans leur établissement par des cadres des armées ou lors de visites dans des unités militaires. Ils devaient en outre, lors de leurs vacances scolaires d'été, effectuer une « période militaire » de trois semaines. Ces IMO effectuaient ensuite leur service militaire en suivant un stage en école d'application puis en étant affectés dans les unités comme sous-lieutenants. Il est urgent d'appliquer à nouveau aujourd'hui ce principe, sous une forme atténuée, en insérant, au minimum et systématiquement dans les programmes des élèves des grandes écoles, pas seulement scientifiques mais aussi du type Sciences-Po et, au premier chef de l'ENA, un certain nombre de conférences consacrées au monde de la Défense et faites par des militaires, et en organisant des séjours dans les unités des trois armées.

Plutôt que de vouloir instituer un service obligatoire et qui se voudrait universel mais dont on voit bien qu'il s'adresserait d'abord aux plus démunis (comme c'était d'ailleurs devenu le cas du service militaire avant sa suspension) car, fort heureusement et pour reprendre les termes du candidat Macron, tous les jeunes Français ne sont pas désocialisés, en difficulté ou illettrés, il conviendrait plutôt de faire prendre conscience à nos élites des enjeux en matière de Défense de telle façon que, en situation de responsabilité, ils prennent des décisions en connaissance de cause.

La RÉDACTION de l'ASAF  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)

\*\*\*\*\*

## Lettre ASAF n°17/12 - B

### La revue stratégique ou l'inventaire des incompatibilités

Dès l'annonce faite, en 1995, par monsieur Jacques Chirac, président de la République, de la suspension du service militaire et de la création d'une armée professionnelle, a été élaboré un modèle d'armée dit *modèle d'armée 2015*; La réalisation de ce modèle, complet et cohérent, s'appuyait sur le processus *4PB* : prospective, planification, programmation, préparation du budget.

Las, l'érosion constante des budgets de la Défense pendant plus de 25 ans en même temps que des engagements de plus en plus nombreux et de plus en plus coûteux de nos forces ont rendu ces dernières exsangues. La revue stratégique de Défense voulue par le nouveau chef des Armées et publiée le 13 octobre dernier a l'ambition (mot qui revient 48 fois dans les 110 pages de sa présentation) de constituer la première étape pour rétablir la cohérence entre les objectifs poursuivis en matière de Défense, les missions fixées et les moyens accordés. Elle définit trente aptitudes à détenir par nos forces armées aux premiers rangs desquelles la permanence de la crédibilité de notre dissuasion nucléaire nécessitant sa modernisation et la protection du territoire national contre toutes les formes possibles d'agression. À eux seuls, ces deux impératifs consommeront « l'augmentation » du budget annoncée et impacteront même notre capacité d'intervention à l'extérieur. Que dire alors d'autres capacités requises dans la revue stratégique comme « *obtenir et conserver les supériorités aérienne, terrestre et maritime* » sans qu'il soit d'ailleurs précisé dans quel contexte, face à quel adversaire et dans quel milieu ?

En dehors de ce qui relève de la nécessaire et absolue autonomie stratégique, c'est-à-dire de la dissuasion, du renseignement et de la protection du territoire, la revue fait appel à un miraculeux sésame : la coopération européenne. Mais qu'en est-il aujourd'hui, réellement, d'une utopique Europe de la Défense dont aucune de ce que devraient être ses missions n'est définie ? Avec quels partenaires doit-elle se construire ? Les Britanniques qui sortent de l'Union européenne ou les Allemands dont le budget de la Défense est déjà supérieur au nôtre mais qui ne veulent pas faire la guerre ?

Et qu'en est-il de l'équation financière ? La hausse de 1,8 milliards d'euros annoncée pour 2018 ne compensera pas les 850 millions abattus sur le budget 2017 augmentés du « surcoût » des opérations extérieures dont il faut comprendre qu'il sera, à l'avenir, entièrement à la charge de la Défense. L'objectif d'atteinte, pour le budget de la Défense, de 2 % du PIB en 2025 est d'ores et déjà inaccessible puisqu'il ne sera que de 42 milliards d'euros en 2022 pour un PIB qui, en 2017, devrait être supérieur à 2 300 milliards d'euros et qui, si la croissance espérée est au rendez-vous, affaiblira encore le ratio. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle certains parlementaires de la majorité présidentielle abandonnent d'ores et déjà cette notion de ratio pour afficher un budget nominal de 50 milliards d'euros en 2025.

Les projections financières prévues sur la durée du quinquennat ne sont donc pas à la hauteur des ambitions affichées par la revue stratégique qui, en outre, passe sous silence les difficultés de recrutement, en particulier dans les spécialités « pointues », et le fort taux de non renouvellement de contrat des militaires. Par ailleurs, est-il raisonnable d'évoquer ici l'éventualité d'un service national universel qui serait sans doute, au moins partiellement, à la charge des armées, et dont le coût est évalué à 3 milliards annuels en fonctionnement sans compter une dizaine d'autres en investissement initial ?

Ce qui est particulièrement regrettable, c'est que la revue stratégique de Défense dresse un tableau assez réaliste du contexte géostratégique dont elle constate la dégradation et l'instabilité croissantes, mais, pour ce qui concerne notre Défense, se contente de déclarations d'intentions sans même estimer le niveau des moyens réels nécessaires à nos armées.

La RÉDACTION de l'ASAF  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)



## Lettre ASAF n°17/11 - A

**Ne désarmons pas nos DROM-COM**

« *La France est la dernière puissance du monde sur laquelle le soleil ne se couche jamais* »<sup>1</sup>.

Ses « confettis d'Empire », selon l'expression de Napoléon, sont éparpillés sur plus de 11 millions de km<sup>2</sup> dans trois océans et, en 2012, un rapport du Sénat estimait qu'ils constituaient « *une contrainte de moins en moins compatible avec nos finances publiques* ».

Mais c'est précisément parce que la France conserve une capacité à exercer sa souveraineté et son influence sur ses possessions ultramarines qu'elle mérite d'être qualifiée de puissance mondiale. Cette souveraineté, elle l'exerce d'abord au moyen du dispositif militaire qui s'y trouve et qui constitue, de surcroît, l'un des principaux vecteurs des relations DROM-COM / Métropole.

Or, au cours de la précédente loi de programmation militaire (2008-2013), les effectifs militaires stationnés Outre-mer ont été réduits de 22%, réduction à laquelle s'est ajoutée celle des matériels. Cet été, le chef d'état-major de la Marine regrettait devant la commission de la Défense de l'Assemblée nationale qu'il n'y ait plus que quatre patrouilleurs pour l'ensemble de nos territoires d'Outre-mer au lieu de huit précédemment, et précisait qu'en 2021 il n'y en aurait plus que deux. Deux patrouilleurs, c'est le besoin qu'il estimait nécessaire pour chacun des territoires.

En cette période de disette budgétaire où les armées se trouvent contraintes à faire des choix et à fixer des priorités, le risque est grand de les voir rogner encore sur leur dispositif Outre-mer. Or, comme le rappelle le dernier Livre blanc sur la Défense : « *La mission première des armées est d'assurer la protection de la Nation contre toute menace de nature militaire. Elles assurent en permanence la sûreté du territoire, de l'espace aérien et de nos approches maritimes.* » En conséquence, notre territoire ultramarin doit bénéficier de la même attention puisqu'il est tout autant « national ».

Sur ces territoires, nos armées doivent donc être en mesure d'exécuter les missions « classiques » de défense et de sécurité comme la protection de nos ressortissants, la participation à la préparation opérationnelle des modules tournants qui viennent compléter les forces permanentes ou l'intervention de première urgence lors de catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes comme l'a démontré le cyclone Irma de septembre 2017. En outre, en cas de menace de nature étatique (toujours possible car ces territoires sont des îlots de relative prospérité au milieu d'ensembles qui le

---

<sup>1</sup> Jacques Attali- *Urgences françaises*-2013

sont moins) nos DROM-COM constituent des points d'entrée pour la mise en œuvre rapide des moyens adaptés et des plateformes de projection.

Mais s'ajoutent aussi des missions spécifiques liées à des problématiques régionales comme :

- dans les Caraïbes : la lutte contre de nombreux trafics dont celui des stupéfiants ;
- en Guyane : la lutte contre l'orpaillage clandestin et la protection du centre spatial et des frontières ;
- à Mayotte : la lutte contre l'immigration clandestine ;
- dans l'Océan Indien : la lutte contre la piraterie et le brigandage.

On pourrait ajouter à tout cela que dans les DROM-COM, les forces de souveraineté contribuent à la cohésion nationale et concourent à l'activité économique et à la politique de l'emploi, en particulier par le biais du service militaire adapté.

La France possède à travers ses DROM-COM et le dispositif militaire qui s'y trouve un atout qui lui permet de rester bien placée dans la course à la puissance. Si les moyens consentis sur ces territoires venaient, comme le suggéraient les sénateurs, à se réduire encore, cela constituerait une rupture et les missions allouées ne pourraient plus être exécutées.

Il faut cesser de désarmer la France y compris dans ses territoires d'Outre-mer.

\*\*\*\*

Lettre ASAF n°17/11 – B du 15.11.2017

## **Associations, associez-vous !**

Il y a peu, le général (2s) Jean-Pierre Soyard a fait circuler dans le milieu des associations du monde de la Défense un document intitulé *Plaidoyer pour nos soldats*. Parmi les sujets évoqués figure une adresse à toutes les associations que, par commodité de langage, nous appellerons patriotiques et qui regroupent anciens combattants, amicales d'armes ou de régiments, anciens de telles unités ou formations, élèves des écoles militaires, groupes de réflexion sur la Défense, et d'autres impliquées ou intéressées par les questions de Défense.

Il les exhorte à une sorte d'« union sacrée » en leur proposant d'agir pour un objectif commun et fédérateur qui a le mérite de la précision et de l'exhaustivité : « *Permettre aux armées de remplir les missions qui leur sont confiées avec des moyens adaptés et suffisants, d'améliorer les conditions de vie des militaires qui se sont sensiblement dégradées depuis quelques années et de redonner à la hiérarchie militaire la plénitude des responsabilités organiques et opérationnelles nécessaires à l'exercice du métier des armes et correspondant à la place que les élites militaires doivent tenir dans la Nation.* »

Le général Soyard relève l'action volontariste et salubre de certaines de ces associations dont la nôtre qu'il cite en premier, mais regrette une absence de coordination entre elles qui, si elle existait, permettrait une fédération des énergies. Il milite donc pour la création d'un cercle de réflexion qui assurerait une très large diffusion dans les médias et sur les réseaux sociaux des différentes contributions de ces diverses associations.

On pourrait dès lors rappeler à notre camarade qu'une telle structure existe déjà. Il s'agit du Comité national d'entente des associations patriotiques et du monde combattant (en abrégé CNE), traditionnellement présidé par le président de la Saint-cyrienne, aujourd'hui le général d'armée (2s) Bruno Dary, et qui regroupe plus de 50 associations nationales. Cette instance n'est pas inactive. Son président s'adresse régulièrement par lettre au président de la République comme ce fut le cas récemment sur des sujets aussi divers que : la réalisation du monument à la mémoire des soldats morts pour la France en opération extérieure, l'éventuelle réhabilitation des « fusillés pour l'exemple » de la Grande Guerre, les conditions de la démission du général de Villiers ou la demande de nomination d'un secrétaire d'État aux Anciens Combattants. L'ASAF fait, bien sûr, partie de ce comité et se rend régulièrement à ses réunions.

Ce comité pourrait accueillir aussi d'autres associations notamment les associations professionnelles nationales de militaires (APNM) dont dix sont aujourd'hui homologuées, ainsi que des cercles de réflexion comme le G2S qui regroupe des généraux en 2<sup>e</sup> section de l'armée de Terre. Ce dernier publie des études de très haute qualité comme celles, par exemple, pour ne citer que les deux dernières, sur la liberté d'expression des militaires (dossier n° 19 de mars 2017) ou sur la place des militaires au sein du ministère des Armées (dossier n° 20- juillet 2017) disponibles sur le site ASAF.

En agissant solidairement, le monde des associations patriotiques qui regroupent en leur sein un nombre considérable d'hommes et de femmes de valeur qui ont souvent, par le passé, rendu d'éminents services à notre pays, gagnerait en crédibilité et, par conséquent, serait en mesure de sensibiliser nos concitoyens aux questions de Défense et à placer nos politiques face à leurs responsabilités dans ce domaine.

*La RÉDACTION de l'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)



*Mémoire et vérité*

Paris le 15 octobre 2017

## Lettre ASAF n°17/10

### Armée française : perte de confiance

Après des décennies de réduction de leurs effectifs et de diminution de leurs ressources financières, les armées sont d'autant plus en situation critique qu'elles sont engagées dans de nombreuses opérations longues et difficiles. Dans le prolongement de ces années qui ont suscité chez elles le doute et la méfiance, les événements de cet été ont conforté ces sentiments chez nombre de chefs et de cadres militaires. Il appartient donc aux responsables politiques de restaurer d'urgence la confiance ébranlée, non par des promesses ambiguës, mais par des décisions claires et par des actes cohérents.

Une baisse continue de l'effort de Défense depuis 40 ans

Tous les gouvernements, depuis près de 40 ans, n'ont eu de cesse de prélever tous les ans, et malgré les lois de programmation votées, une part des ressources destinées à la Défense. Le budget de ce ministère a ainsi constitué une variable d'ajustement utilisée en vue de réduire le déficit systématique de celui de l'Etat sans d'ailleurs y parvenir. En effet, les responsables politiques de tous bords ont prélevé des sommes considérables au détriment des armées sans que cela ait eu un quelconque effet sur la dette.

Ainsi, en moins de 40 ans, le budget consacré aux armées (hors pensions de retraite) est passé de près de 3% du produit intérieur brut (PIB) en 1980 à moins de 1,5% aujourd'hui. En outre, la professionnalisation effectuée dans un cadre financier toujours plus contraint a conduit, à partir de 1996, à une réduction considérable des effectifs à laquelle se sont ajoutées la suppression de 54 000 hommes durant la période de la loi de programmation (LPM) 2009-2014 et celle de 26 000 hommes durant la LPM de 2014-2019. Il aura fallu les attentats de 2015 puis de 2016 pour que soient suspendues puis arrêtées des déflations prévues.

### Des conséquences graves et durables

Depuis lors, les hommes et les femmes des armées, sollicités dans de nombreux engagements opérationnels au-delà de leurs possibilités, s'épuisent. Ces déflations ont aussi induit d'innombrables dysfonctionnements dont l'exemple le plus connu est le fiasco du logiciel de paiement de la solde des personnels de l'armée de Terre « Louvois ». Six ans après le constat de cette situation, de nombreux militaires ne perçoivent toujours pas le montant exact des rémunérations dues, ce qui entraîne pour eux des complications, voire des situations financières critiques. Ce contexte, pourtant inacceptable et qui n'aurait jamais été supporté par aucune autre institution ou entreprise, le sera par les armées jusqu'en 2021 soit encore pendant plus de 10 ans, montrant de manière très concrète, l'indifférence, voire le mépris affichés par la classe politique envers ceux qui servent la France et parfois meurent pour elle. Notre armée est aujourd'hui à bout de souffle, et la crédibilité des dirigeants politiques est durablement entamée par trop de promesses oubliées, d'attitudes et de propos méprisants le plus souvent tenus, d'ailleurs, par des ignorants de la chose militaire.

### Quelles perspectives ?

Les déclarations et les engagements pris ont été nombreux durant la campagne électorale : « remontée en puissance », « 2% du PIB », « première puissance militaire européenne » ... Mais qu'en est-il dans les faits ?



1- Le chef d'état-major des Armées à qui il revient de veiller notamment à l'équipement et aux bonnes conditions de vie des soldats qu'il commande, jusqu'au sacrifice de leur vie si la mission l'exige, a dû démissionner, quelques jours après avoir été prolongé d'un an, pour avoir exposé sans détour la réalité de la situation des armées aux représentants du peuple devant la commission de la Défense.

2- Une coupe de 850 millions d'euros sur le budget 2017 contraint à des reports de programmes d'équipement et des incertitudes demeurent sur le devenir des sommes « gelées » du budget de cette année.

3- Pour 2018, le gouvernement annonce une augmentation de 1,8 milliard d'euros du budget dont 200 millions iront abonder le poste Opex. Donc, à périmètre constant, c'est en réalité 1,6 milliard avec lequel il faudra financer ce qui n'a pas pu l'être en 2017 du fait de la coupe de 850 millions. On voit qu'en réalité l'augmentation n'est plus que de 750 millions d'euros. Il n'y aura donc pas de remontée en puissance mais une légère remontée budgétaire si toutefois les sommes gelées sont disponibles en fin d'année, ce qui devrait permettre au moins de financer les engagements pris par monsieur Hollande avant de quitter sa fonction.

4- L'objectif annoncé d'un budget (hors pensions et Opex) de 2% du PIB en 2025, rappelé par madame Parly le 6 juillet 2017 devant la commission de la Défense, a évolué, notamment quand à Toulon elle a déclaré qu'en passant de 32,7 milliards à 34,4 milliards de 2017 à 2018 le budget passera de 1,78 à 1,83% du PIB. Or le PIB 2017 est estimé à 2 283 milliards et la prévision pour celui de 2018 est de 2 349 milliards, ce qui fait passer le budget hors pensions de 1,43% à 1,46%. Cette ambiguïté jamais levée est perçue comme une tromperie, particulièrement dévastatrice au sein des armées.

### **Soutenir notre armée : un devoir**

Les Français, qui aiment leur armée et en qui ils ont confiance à 85%, veulent majoritairement qu'elle soit mieux équipée. Quant au soldat, il ne croit plus guère aux déclarations et promesses d'une classe politique qui ne s'est souciée de son armée que pour soigner sa propre image.

Les Français exigent maintenant de ceux qui dirigent le pays et qui envoient son armée combattre l'ennemi islamiste, les ressources financières indispensables à sa remontée en puissance : il faut rétablir la cohérence de ses capacités, remettre en état et moderniser ses matériels, accroître ses effectifs, améliorer les conditions de vie de ses soldats. Ils exigent aussi que soit reconnu à leurs chefs le devoir absolu de dire la vérité à la représentation nationale et à la Nation tout entière y compris, s'il le faut, à travers les médias.

L'ASAF soutient l'armée. Elle développera son action pour que cette institution demeure au cœur de la Nation et dans celui des Français, et pour que la Défense reste le premier devoir de l'Etat.

*La RÉDACTION de l'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)



## Lettre ASAF n°17/09

### **Retour à un service national obligatoire ?**

#### **Propos de campagne**

L'idée a déjà fait couler beaucoup d'encre parce que nombre de ses supporters pensent que là est la solution simple à une question lancinante qui ronge la société française : comment retrouver la cohésion nationale, comment éviter que certains jeunes et adultes, Français et étrangers qui haïssent notre pays, son Histoire, ses valeurs, ses coutumes et traditions en arrivent à massacrer nos concitoyens à coups de camions, de kalachnikov, de ceintures d'explosifs, voire même de couteaux ou de machettes ? Pourtant, peut-on raisonnablement imaginer qu'un mois passé dans un environnement militaire à vivre des activités qui ne pourront être trop exigeantes, puisque tous devront pouvoir les suivre, puisse compenser les carences d'une éducation civique de 15 années d'école, voire parfois déradicaliser certains d'entre eux qui sont déjà, avant leur majorité, de véritables terroristes ?

#### **Un service national obligatoire est irréaliste**

Le président de la République a demandé que des propositions lui soient présentées pour le mois de décembre 2017.

**Une classe d'âge** compte environ 800 000 jeunes. Elle est constituée non seulement des enfants nés français, mais aussi des étrangers arrivés avant leur majorité qui demandent la nationalité française et des milliers de personnes de 18 à 35 ans d'origine étrangère qui rejoignent notre pays après leur majorité et qui ont certainement le plus besoin d'être brassées avec les autres jeunes Français.

**Pour une durée d'un mois**, on peut envisager d'incorporer 100 000 jeunes tous les mois et demi et laisser entre 2 incorporations une quinzaine de jours aux cadres pour préparer l'arrivée du contingent suivant. Mais sur ce mois, il faut décompter une semaine de formalités d'arrivée et de départ : transport, visite médicale, perceptions, et autres démarches pour cette centaine de milliers de jeunes que les cadres devront apprendre à connaître en quelques jours pour conduire ensuite une formation élémentaire très brève, trop brève, pour qu'elle ait un véritable effet.

Outre **l'infrastructure** inexistante pour accueillir simultanément ces dizaines de milliers de jeunes, c'est **l'encadrement** qui constitue sans doute le point le plus difficile à résoudre rapidement. Pour former et soutenir 100 000 nouveaux jeunes chaque mois, il faut recruter, former et gérer de l'ordre de 40 000 cadres et gradés supplémentaires et non des moindres, car la formation élémentaire, en un si court laps de temps, d'une telle diversité de jeunes, contraints et dont certains éléments poseront inévitablement de graves problèmes tant leur rejet de notre pays est puissant, requiert des officiers, sous-officiers et gradés de très grande qualité, bien formés. En outre, ces cadres devront être pour moitié des femmes destinées à

encadrer les unités féminines, tant il est peu envisageable de constituer des unités mixtes avec les inextricables problèmes que cela entraînerait.

Par son coût insupportable aujourd'hui, au regard de l'état des finances publiques, reprendre l'idée du service national d'antan, élargi aux femmes et ramené à un mois (au lieu d'un an) apparaît comme une vue de l'esprit, ou au moins comme une fausse bonne solution.

### **Privilégier une formation militaire sélective**

En revanche, il est possible d'envisager une solution alternative permettant d'améliorer la prise en compte des questions de Défense dans l'opinion publique et de renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. Elle consisterait à donner, non pas à tous les Français mais à certaines catégories d'entre eux, une formation à caractère militaire. En priorité à ceux qui aspirent aux hautes responsabilités de l'État, aux futurs enseignants et aux fonctionnaires, enfin aux personnels de certains services publics et peut-être des sociétés privées de sécurité. La situation de guerre dans laquelle nous vivons et qui est appelée à durer justifie qu'un effort de sensibilisation et de formation soit fait dans le domaine de la Défense.

#### ***Ceux qui aspirent à servir l'État au niveau national***

Ils recevraient initialement une formation d'officier de réserve pendant 4 mois puis effectueraient un stage de 4 mois dans un poste opérationnel au plus près des hommes et des femmes de l'armée avant d'effectuer une période de 2 mois au sein d'un état-major. Un tel cursus permettrait à ceux qui décident de l'équipement et de l'envoi des forces en opération, une meilleure compréhension des réalités et des besoins et leur donnerait une légitimité accrue d'autant que, depuis la suspension (en fait la suppression) du service national, seul un petit nombre de Français a une idée des contraintes qui pèsent sur les armées.

#### ***Les enseignants, à qui il revient d'assurer la formation civique des jeunes***

À ce titre, il serait imposé un stage de 4 mois pour tous les nouveaux enseignants (public, sous contrat ou privé). Ils verraient leur statut de fonctionnaire d'autant plus justifié et leur mission renforcée. En effet, c'est bien aux enseignants, ayant alors reçu une formation complète et concrète, sensibilisés aux questions de Défense, qu'il appartient d'assurer à leur tour la formation civique de leurs élèves et leur donner le sentiment d'appartenir à la communauté nationale française.

#### ***Enfin les hommes et les femmes qui font le choix du service de l'État***

Les personnels civils de la fonction publique d'État (en particulier ceux du ministère des Armées), les personnels de certaines entreprises assurant des fonctions de service public tels que la SNCF ou la RATP et sans doute les agents de sécurité des sociétés privées recevraient une formation militaire de 4 à 12 mois selon le niveau de leurs responsabilités.

Ainsi faute de pouvoir assurer une formation à toute une classe d'âge, est-il souhaitable d'étudier les modalités d'une solution alternative visant à sensibiliser et à former aux questions de Défense ceux qui assurent la direction de la Nation, l'éducation de ses enfants et le bon fonctionnement de l'État et des services publics surtout en périodes de crise.

L'ASAF est prête à poursuivre la réflexion sur la base d'une telle proposition mais elle estime que la création d'un service national universel conduit à une impasse.

La RÉDACTION de l'ASAF  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)



*Mémoire et vérité*

Paris, le 15 août 2017

## Lettre ASAF n°17/08

### **Le terrorisme ne connaît pas la pause estivale !**

#### **L'armée, cible prioritaire des terroristes**

L'attaque menée il y a quelques jours, à Levallois-Perret, contre des soldats de l'opération Sentinelle, par un ressortissant algérien, vivant en France, confirme s'il en était besoin, que notre pays demeure, plus que jamais, une cible privilégiée. Il est attaqué par des islamistes inspirés et soutenus par des organisations non étatiques qui ont déclenché une véritable guérilla urbaine obligeant nos autorités à imposer et mettre en œuvre des mesures de protection de plus en plus contraignantes. Après avoir conduit des actions meurtrières de masse contre la population civile (Bataclan), ces islamistes mènent désormais, souvent seuls, des actions ciblées contre les forces armées, les forces de police et de gendarmerie, institutions régaliennes, chargées d'assurer la défense de la Nation, la protection de la population et de faire respecter la loi.

#### **Cinquième colonne ?**

La France est donc bien en guerre, même si la forme qu'elle revêt aujourd'hui ne ressemble guère à celle des deux guerres mondiales. Chaque guerre revêt des caractères propres, fixe des buts spécifiques, suit un déroulement et des modes d'action qui évoluent sans cesse ; la guerre de 1940 fut précédée en France par « la drôle de guerre » et se termina avec l'emploi de l'arme atomique ! Affirmer, par ailleurs, qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y a pas de 5e colonne en France comme l'a écrit l'ancien ministre de la Défense, dans son livre *Qui est l'ennemi ?* est faux et dangereux. En effet, sur le plan historique d'abord, la France a hélas toujours hébergé et nourri sur son sol des Français ou des étrangers combattant avec ses ennemis. Pour ne parler que des trois derniers conflits, il y eut durant la guerre d'Algérie les « porteurs de valises » qui assurèrent le soutien des terroristes du FLN ; lors du conflit indochinois, ce furent les communistes staliniens, amis de Boudarel, universitaire français et commissaire politique au service des tortionnaires des camps du Viet Minh ; durant la Deuxième Guerre mondiale, il y eut les collaborateurs de la Gestapo qui traquèrent et torturèrent les résistants français.

Cette erreur historique est dangereuse car, en refusant de regarder la réalité des faits actuels, elle rend difficile l'analyse des causes de la haine qui habite ces terroristes et perturbe la mise en œuvre de mesures efficaces pour les neutraliser.

#### **Réorienter l'action des armées sur le territoire national**

Affirmer que nous sommes en guerre exige d'en tirer toutes les conséquences d'autant que ceux qui la

mènent vivent au milieu de la population, agissent en civil, et bénéficient de soutiens logistiques et financiers nombreux et puissants.

Nos adversaires ne sont pas des soldats - encore moins des commandos - qui pourraient bénéficier des conventions de Genève, mais de vulgaires tueurs, lâches et au comportement suicidaire qu'il faut «neutraliser» au plus tôt.

A cet égard, il ne peut être question de retirer nos soldats du territoire national au prétexte qu'ils sont devenus les cibles prioritaires des terroristes. Ce serait un succès facile, au moins psychologique pour ces tueurs, alors que ces cibles en uniforme participent, de fait, à la protection de la population en se substituant aux civils non armés et sans gilets pare-balles. S'il existe des forces capables de réagir avec efficacité à une attaque surprise, ce ne sont ni la population civile très vulnérable, ni les forces de sécurité « de proximité » généralement moins entraînées, mais les unités militaires de Sentinelle.

Encore faut-il que nos soldats soient déployés pour remplir des missions complémentaires, mais distinctes, de celles des forces de sécurité intérieure et conformes à leurs capacités. Elles doivent agir autrement, en anticipation des attaques et développer des modes d'action préventifs créant l'insécurité chez l'adversaire. Ces modes d'action sont à inventer, à expérimenter et à adapter sans tabou. Il faut sortir d'une posture exclusivement défensive si nous voulons gagner cette guerre.

### **Mettre en œuvre une stratégie globale dans la durée**

Dans ce conflit, il s'agit d'abord de s'attaquer à l'ennemi d'aujourd'hui, immédiat et prêt à agir. Il faut le rechercher, identifier ses réseaux, le neutraliser et exercer une pression dissuasive très forte sur ses éventuels sympathisants. Mais il faut simultanément agir sur les populations sensibles, dans les écoles et dans la vie quotidienne auprès des parents, pour éviter que les enfants et adolescents ne deviennent l'ennemi de demain.

Pour éradiquer définitivement cette menace mortelle, nous devons non seulement identifier et désigner l'ennemi afin de mobiliser toute la Nation, mais aussi mettre en œuvre une stratégie globale comprenant une stratégie policière et militaire (bouclage, fouille de quartiers, d'immeubles, contrôle de points clefs, surveillance de personnes,...), et une stratégie pour chacun des différents ministères concernés par cette guerre, en particulier ceux de l'Education et de la Justice.

### **Renforcer les institutions régaliennes et la cohésion des Français**

Il s'agit enfin pour les responsables politiques d'éviter tout signe susceptible de décrédibiliser la France et ses institutions régaliennes en particulier les armées et les forces de sécurité intérieure.

Ainsi, la réduction de 850 millions € des ressources prévues pour les armées en 2017 est-elle un signal de faiblesse donné à nos adversaires. Elle est perçue comme une baisse de l'effort de Défense en pleine « guerre ». De surcroît, la démission du chef d'état-major des Armées est considérée à juste titre comme une perte de crédibilité du chef de l'Etat, chef des Armées, et une fragilisation générale de notre armée.

Les mois à venir pourraient voir se multiplier les actions terroristes sur le territoire national dans des formes nouvelles. L'Etat doit organiser la Nation pour gagner cette guerre qui s'annonce longue et difficile. Pour vaincre, les Français ne doivent pas seulement proclamer les « valeurs républicaines » mais surtout retrouver la confiance, faire preuve de courage dans le quotidien et montrer une détermination sans faille dans ce combat permanent pour la liberté.

*La RÉDACTION de l'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)



Paris, le 13 juillet 2017

**Lettre ASAF n°17/07****Armée française : des paroles aux actes, un choix crucial**

*« J'ai voulu donner le premier rang aux armées françaises »  
(Emmanuel Macron, le 19 mai 2017 à Gao au Mali)*

**Postures**

Le 8 mai, après avoir rejoint très symboliquement l'Arc de Triomphe en command-car pour présider la cérémonie du ravivage de la Flamme, le président de la République a rendu hommage aux soldats blessés en opérations à l'hôpital militaire Percy. Puis le 19 mai, il s'est fait présenter au Sahel les forces de l'opération *Barkhane* à qui il a tenu à « *exprimer le salut et le respect de la Nation* » ajoutant : « *je ne risquerai pas vos vies pour rien, je respecterai les impératifs humains et techniques de l'outil militaire* ». Enfin, sa récente plongée en SNLE au large de l'Ile Longue lui a permis d'afficher la place qu'il accorde à la dissuasion nucléaire.

Ainsi le président de la République s'est affirmé comme le chef des Armées par des paroles et des gestes symboliques. Il ne peut en rester là et va devoir maintenant les traduire dans les faits par des choix et des décisions. Il lui faudra d'abord trancher très vite le « conflit » concernant le budget 2017 entre Bercy et le ministère des Armées et assurer que ce dernier ne se fera pas imputer les surcoûts OPEX et OPINT, soit 850 M € non budgétés, au prétexte du respect de la règle des 3% de déficit. Il lui faudra ensuite fixer le niveau de l'effort à consentir en 2018 pour amorcer l'indispensable remise à niveau de nos forces classiques (dissuasion, protection et projection) et initier l'effort de modernisation de la dissuasion nucléaire.

**Urgence**

Est-il utile de rappeler une fois de plus l'état de paupérisation de notre armée, comme n'ont cessé de le faire les chefs d'état-major des armées lors de leurs auditions devant les commissions de la Défense, relayés par de trop rares journalistes et par des officiers généraux en 2<sup>e</sup> section que le ministre précédent cherchait à faire taire au nom du devoir de réserve ?

Les armées ont dû abandonner des capacités opérationnelles importantes, en principe temporairement, faute de moyens financiers ; elles sont utilisées depuis des années au-delà des contrats opérationnels pour lesquels elles sont dimensionnées ; elles usent leur matériel plus vite qu'elles ne peuvent le réparer et ne le modernisent pas aussi vite que la sécurité des hommes, l'efficacité au combat et leur âge l'exigeraient.

L'armée est en situation d'appauvrissement accéléré et, à ce rythme, il ne sera plus possible de maintenir le niveau actuel de nos engagements, ni de reconstituer un ensemble de forces cohérent tant il est long et coûteux de restaurer des capacités militaires perdues, qui combinent souvent haute technologie, savoir faire individuels, entraînement et expérience opérationnelle.

**Antécédents**

De 1980 à nos jours, la part du PIB consacrée à la Défense a été divisée par 2, passant de 3% à 1,5% (hors pensions, civiles et militaires, du ministère). Ce sont donc des centaines de milliards d'euros qui ont été prélevés sur les budgets de la Défense pendant près de quatre décennies, désarmant la France tandis que la dette ne cessait de croître.

A partir de 1991, la France tire les « *dividendes de la paix* » ; en agissant ainsi, elle oublie de préparer l'avenir. La part de la Défense est encore, à cette date, de 2,5% du PIB (hors pensions). Avec la professionnalisation des armées en 1996 et après une réduction drastique des effectifs, la part du PIB consacrée à la Défense est fixée à 2%. Hélas, ce niveau ne sera pas maintenu.

Aujourd'hui, avec 1,5% de son PIB (hors pensions), le budget militaire de la France est dépassé par celui de l'Allemagne qui ne possède pourtant pas d'armement nucléaire et n'est pas engagée aussi intensément qu'elle dans les opérations extérieures.

Aucun autre ministère n'a supporté autant de coupes tout en étant aussi sollicité pour de nombreuses opérations. Cela n'est pas sans conséquences. Nos armées sont exsangues.

Elles attendent donc du Président et du gouvernement non seulement qu'il n'y ait plus de réductions budgétaires mais aussi que s'inverse enfin et dès maintenant la pente uniformément décroissante de notre effort de Défense. Le taux de 2% du PIB (hors pensions) en 2025 (3 ans après la fin du mandat présidentiel actuel !) annoncé par le Président et rappelé par le Premier ministre n'est qu'une étape que des événements dramatiques à venir pourraient précipiter.

## Comparaisons

Le 14 juillet, quand il accueillera le président Trump pour la cérémonie du 14 juillet marquant le 100<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des troupes américaines en France, monsieur Macron devra se rappeler que chaque Américain dépense 2,5 fois plus que chaque Français pour sa défense et que le budget militaire américain est 20 fois celui de la France, c'est-à-dire que le budget de nos armées représente 5% de celui des Etats-Unis.

## Alternative

Dans les mois qui viennent, soit la réserve, les gels, et autres « surgels » sont annulés, un collectif finance les surcoûts des opérations et le budget 2017 est maintenu intégralement comme le demandent formellement les chefs d'état-major, soit les paroles et les gestes du chef des Armées ne sont que de la communication et du théâtre. Dans ce cas, il ne restera plus aux armées, une nouvelle fois trompées et sacrifiées au nom de la répartition des efforts entre les ministères, que de réduire de moitié les moyens engagés dans les opérations en cours : nombre d'avions déployés au Moyen-Orient dans le cadre de l'opération *Chammal*, effectifs de *Barkhane* et de *Sentinelle*. Elles ne feront alors qu'appliquer le principe de base enseigné dans toutes les écoles militaires : « *il n'y a pire indiscipline que de donner un ordre inexécutable* ».

C'est pourquoi l'ASAF souhaite que le Président s'engage personnellement et fortement afin que le ministère des Armées dispose de l'intégralité des ressources financières prévues cette année pour permettre dès 2018 une remontée budgétaire de 2 milliards à partir d'un budget 2017 strictement préservé.

Dès maintenant, l'ASAF propose aux Français, conscients des risques qui pèsent sur notre armée, de la rejoindre pour exprimer avec plus de force et de détermination, le soutien à nos soldats trop souvent oubliés.

La RÉDACTION de l'ASAF

[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)

Page 15 sur 28

18, rue Vézelay 75008 Paris

Tél : 01 42 25 48 43 - Courriel : [president@asafrance.fr](mailto:president@asafrance.fr)

Site : <http://www.asafrance.fr>

Association 1901 déclarée le 27 mai 1983. J.O. N° 57322 GR 182 - Fédération A. Maginot



*Mémoire et vérité*

## Lettre ASAF n°17/06

### **Pourquoi nous devons soutenir notre armée**

Il n'y a pas de nation libre sans armée forte, ni de soldats victorieux sans le soutien indéfectible d'une nation rassemblée. L'Histoire nous l'enseigne, l'actualité nous le rappelle et l'avenir l'exige.

A l'image de la France fragilisée sur le plan économique et financier, fissurée dans sa cohésion et sa confiance en soi, l'armée française est aujourd'hui dans une situation critique. En dépit de l'image performante qu'elle montre dans les interventions extérieures, son budget est dangereusement passé sous le seuil de suffisance depuis longtemps. Les ressources qui lui sont accordées en ce « temps de guerre » ne lui garantissent plus de disposer des capacités indispensables au succès des missions confiées aujourd'hui et de préparer les moyens nécessaires pour accomplir celles de demain.

Pourtant l'armée est un atout majeur pour la France, surtout dans cette période d'incertitudes et de menaces. La diminution et parfois la perte de certaines capacités remettent d'ores et déjà en question son autonomie stratégique. Inversement, si le puissant et indispensable effort financier, trop longtemps retardé, est engagé dès maintenant, l'armée constituera un extraordinaire levier de redressement pour notre pays tant sur le plan de sa cohésion que sur celui de son économie. Il retrouvera sa confiance, son influence et sa crédibilité.

#### **L'armée renforce la cohésion et reflète l'identité de la Nation**

De par la mission qui est la sienne et des contraintes qu'elle impose à ses membres, l'armée est considérée par les Français comme une institution exigeante qui suscite l'admiration et recueille la confiance de 90% d'entre eux. Le sens de l'intérêt supérieur du pays lui est unanimement reconnu ; les vertus de courage et d'audace, d'honneur et de fraternité qu'elle cultive inlassablement, suscitent un indéniable respect pour cette armée qu'ils connaissent mal bien qu'ils la côtoient au quotidien.

Il est vrai que pendant longtemps elle n'était engagée que dans des conflits éloignés dont les Français ne comprenaient pas nécessairement l'intérêt. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et on peut dire que l'armée, qui demeure l'*ultima ratio*, apparaît plus que jamais comme l'axe central autour duquel la Nation se rassemble en cas de crise grave. Elle rassure et reflète aussi l'identité profonde de la Nation, d'autant qu'elle a su assimiler nombre de Français d'origine étrangère qu'elle compte dans ses rangs et qui servent, au risque de leur vie, les armes de leur nouvelle patrie. Elle a d'ailleurs élargi son action à travers diverses formes de services, - adapté, volontaire,... - qui permettent d'inculquer à des jeunes souvent à la dérive les bases de leur réussite future par une pédagogie active et exigeante.

#### **L'armée garante de la Défense et facteur de crédibilité**

Mais la mission essentielle demeure la défense de la France et la protection des Français. C'est pour garantir le succès de cette mission permanente que l'Etat doit maintenir au niveau de

l'excellence des forces militaires cohérentes et complémentaires, disponibles et entraînées, capables d'être engagées sur court préavis dans des zones géographiques très diverses, en Métropole comme à l'étranger. Protéger les Français, mais aussi les 2 millions d'expatriés, défendre la France, garantir son intégrité territoriale, aérienne et maritime, sa liberté d'action et ses intérêts stratégiques dans le monde, nécessitent de donner à nos armées une panoplie de moyens pour dissuader mais aussi s'engager avec succès contre tout type d'ennemi et avec le souci permanent de réduire leurs pertes. Ceci n'est possible que par un entraînement poussé et permanent et par la maîtrise d'équipements performants. Tout cela a un coût qu'il faut accepter.

Une armée capable d'être projetée et d'agir avec succès à plusieurs milliers de kilomètres constitue naturellement un élément de fierté nationale qui redonne confiance aux Français ; c'est aussi un facteur de crédibilité pour notre pays aux yeux du monde. Nos forces qui mènent les opérations dans la bande sahélo-saharienne en combinant des actions terrestres et aériennes de jour comme de nuit distantes les unes des autres de plusieurs centaines de kilomètres, suscitent le respect des autres nations. La valeur opérationnelle d'une armée et la cohérence des moyens accordés, qui lui confèrent une véritable autonomie stratégique, sont bien un élément clef de la crédibilité politique d'un pays. Il est donc urgent de remonter en puissance et de restaurer la robustesse de nos forces.

### **La Défense, un puissant moteur pour notre économie**

Un pays qui sait construire un SNLE, c'est-à-dire une centrale nucléaire et un pas de tir de fusées dans un cigare métallique de 130 m de long navigant à plusieurs centaines de mètres sous l'eau pendant des dizaines de jours, donne une image d'excellence technologique.

Sur les 32 milliards du budget de la Défense, près de 8 sont consacrés à l'achat d'équipements aux industriels de l'armement, pour l'essentiel français, car la France dispose encore d'une base industrielle et technologique de Défense solide et complète comptant près de 1 800 entreprises qui développent et utilisent des technologies duales, ayant souvent des retombées civiles. Elles exportent des matériels de guerre qui ont assuré 35 000 emplois directs et 40 000 emplois indirects en 2016. Ces exportations qui progressent contribuent au rééquilibrage des échanges commerciaux de manière significative puis qu'elles ont atteint 6,1Mds € en 2014, 7,3 Mds € en 2015 et 8,3 Mds € en 2016.

### **Se mobiliser**

Face à cette situation, la France doit jouer la carte de sa Défense autant par nécessité que par intérêt. Il lui faut réinvestir dans ce secteur aujourd'hui sinistré. Elle retrouvera ainsi sa confiance et sa fierté tout en renforçant sa puissance économique et son influence dans le monde.

Il est indispensable que les Français se rassemblent pour exiger de l'Etat qu'il considère à nouveau la Défense comme son premier devoir. L'ASAF accueillera tous les citoyens qui estiment que seule une vigilance active et déterminée de leur part conduira les responsables politiques à redresser la situation. Elle agira toujours pour réunir les Français autour de leur armée.

*LA REDACTION*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)

Paris, le 17 mai 2017

Page 17 sur 28



## Lettre ASAF n°17/05

### Réalités et perspectives

#### Les armées affaiblies

Avec le président de la République, c'est le chef des Armées qui a été élu tandis que le Premier ministre et le ministre de la Défense viennent d'être désignés. Même si les questions de Défense n'ont pas fait la une de la campagne électorale, les Français n'ignorent rien de l'état critique dans lequel l'équipe précédente a laissé nos armées. Jamais l'effort de Défense n'a été aussi faible depuis plus d'un demi-siècle. Trois exemples illustrent la situation : aucun des avions ravitailleurs, qui ont pourtant plus de 50 ans, n'a été remplacé, plus de 50% des hélicoptères sont indisponibles, 15% des militaires ne reçoivent toujours pas le montant exact de leurs rémunérations 6 ans après la mise en place de « Louvois »,... scandaleux !

#### L'incohérence entre les missions et les moyens

« Le costume a été taillé bien trop juste » par le Livre blanc de 2013 et la LPM 2014-2019. Les coutures sautent les unes après les autres. Malgré les discours guerriers, flatteurs et rassurants des autorités politiques et les photos où ils figurent avec nos soldats sur les théâtres d'opérations, l'armée se délite depuis 5 ans. Les nombreuses mises en garde des chefs d'état-major lors de leurs auditions par les commissions de la Défense des deux assemblées ne sont pas suivies d'effets.

L'effort de Défense n'a cessé de diminuer que lorsque le chef de l'Etat a déclaré que « nous sommes en guerre », mais il reste à ce palier, le plus bas, alors que l'armée doit mener des opérations militaires nombreuses, dispersées et longues comme au Mali sur 5 millions de km<sup>2</sup>, ou au Liban depuis 40 ans ! Ne nous étonnons donc pas du taux de disponibilité catastrophique des matériels majeurs, de la baisse continue du niveau d'entraînement des forces et du vieillissement accéléré des matériels. Face à cette situation plus qu'alarmante, deux des huit réponses du candidat devenu chef de l'Etat, méritent réflexion.

#### Un projet de service militaire obligatoire irréaliste

Cette proposition est irréaliste en raison du nombre de jeunes Français concernés : 750 000 par an, de son coût initial – plus de 10 milliards - au regard de la situation économique et financière du pays, de l'absence de cadres et d'infrastructures disponibles. En outre, cette solution serait inefficace en raison de la durée trop courte - un mois - (en fait moins en intégrant les formalités administratives) pour assurer un véritable brassage et une formation militaire de base.

D'autres solutions visant à renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté nationale pourraient être envisagées. A titre d'exemple, ne serait-il pas souhaitable, que tous les fonctionnaires d'Etat, notamment les enseignants, suivent une formation militaire obligatoire pendant 2 ou 3 mois ? Ils prolongeraient leur formation par un stage de même durée dans une entreprise ainsi que dans une grande institution : Justice, Police, Gendarmerie, Santé ? Une véritable « éducation nationale », - dans l'acception première de ces termes -, des jeunes Français renforcerait grandement la cohésion et la

résilience de la Nation.

### **Un effort de Défense insuffisant**

Il n'est pas crédible de fixer un objectif à atteindre 3 ans après la fin du mandat présidentiel. Quel est le point visé pour 2022 ? Partant de 1,5% en 2017, il pourrait être proche de 1,8 % à cette échéance. Cet effort serait notoirement insuffisant pour retrouver les capacités abandonnées depuis des années faute de crédits, pour accélérer la modernisation des équipements hors d'âge dont le coût de maintien en condition devient exorbitant, enfin de préparer les nouveaux équipements qui seront nécessaires dans les années à venir.

Un effort de Défense s'élevant à 2% du PIB en 2022, c'est ce que demande avec raison le chef d'état-major des Armées qui connaît mieux les termes de l'équation missions = moyens que les technocrates qui ont conduit nos armées dans l'impasse actuelle. Rappelons que le seuil de 2% était celui retenu en 1996 lors de la professionnalisation des armées...

### **Retrouver la fierté et la confiance**

Enfin, il est maintenant impératif et urgent que nos responsables politiques rejettent toute forme de repentance au nom de la France. L'insulte systématique faite à nos pères tout comme l'instrumentalisation de notre Histoire nationale par démagogie, par idéologie ou par ignorance est dangereuse, voire suicidaire. Elle contribue à faire douter les Français et à faire perdre leur confiance dans les fondements de notre Nation. Elle alimente la désintégration de la cohésion nationale indispensable face aux menaces terroristes et à la compétition mondiale.

Une telle attitude, n'est pas de nature à favoriser l'assimilation des étrangers ou des récents naturalisés. En effet, leur nouveau pays, qui devrait susciter leur fierté, est présenté comme celui d'un peuple d'esclavagistes, d'exploiteurs, voire de criminels contre l'humanité. Ne nous étonnons pas que ces propos officiels et répétitifs nourrissent la haine et le désir de vengeance de certains jeunes Français.

Qui nous dit que la prochaine génération n'accusera pas demain, notre pays de « *crime contre l'humanité* » pour nos interventions d'aujourd'hui en Afghanistan et au Mali dans le cadre de la lutte contre les terroristes ? Si cette culpabilisation devait se poursuivre, il est probable que notre pays ne trouvera plus des hommes et des femmes acceptant de porter ses armes pour le défendre et protéger les Français ?

### **Des raisons d'espérer tout en restant mobilisés**

Durant cette campagne, nous avons pu voir tous les candidats prononcer les mots patrie, patriote et patriotisme ; une marée de drapeaux tricolores envahissait les salles de réunion et la Marseillaise était chantée systématiquement. On peut s'en réjouir.

De même, la visite du nouveau Président à des blessés militaires le jour de son investiture, ainsi que sa volonté de rendre visite aux soldats en opérations pour son premier déplacement hors d'Europe peuvent laisser espérer qu'il a l'intention d'assumer pleinement sa responsabilité de chef des Armées.

Fort de ce constat, l'ASAF lance un appel à la mobilisation pour rappeler aux nouveaux dirigeants, chaque fois que cela sera nécessaire, leurs responsabilités en matière de Défense. Nos soldats doivent disposer dès aujourd'hui, mais aussi demain, des moyens nécessaires pour mener à bien les missions qui leur sont et seront confiées.

*LA REDACTION de L'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)



## Lettre ASAF n°17/04

**Les armées cinq ans après...**

Contrairement à ce qui est dit et écrit par des observateurs mal informés ou mal intentionnés, la situation de nos armées, au cours des cinq dernières années, s'est considérablement dégradée au point d'être en limite d'implosion. Tous les responsables politiques et militaires du plus haut niveau estiment indispensable et urgente la remontée de l'effort de Défense à 2% du PIB au cours des prochaines années. On ne peut que déplorer que cette volonté ne les ait pas animés plus tôt.

**Du Livre blanc aux réalités**

Dès le 11 mars 2012, le candidat François Hollande annonçait clairement une réduction de l'effort de Défense. Effectivement, le *Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale* paru un an après fixait aux armées des contrats opérationnels divisés de moitié par rapport à ceux du Livre blanc précédent. La loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019 qui traduisait ces choix, conduisait à ramener la part du PIB consacrée à la Défense (hors pensions) de 1,6% du PIB en 2012 à 1,4% en 2019. Les déflations importantes d'effectifs de 10 175 postes prévues par la LPM précédente (2009-2014) étaient donc maintenues, et la nouvelle LPM organisait une déflation supplémentaire de 23 500 postes. Ce sont les attentats de 2015, avec le déclenchement de l'opération *Sentinelle*, qui ont contraint le président de la République à finalement revoir les déflations prévues dans la LPM jusqu'en 2019. Dès lors, les effectifs et la part du PIB consacrée à la Défense seront globalement stabilisés au niveau de 2015, mais s'avèrent très insuffisants pour faire face aux multiples missions confiées aux armées.

**La guerre sur plusieurs fronts**

L'opération *Serval* au Mali, déclenchée en janvier 2013, a été décidée dans l'urgence malgré des renseignements précis connus de longue date. Elle a été remarquablement exécutée par une armée dont les états-majors et les unités ont été organisés, entraînés et équipés durant les années précédentes. Le mérite de ce succès opérationnel en revient donc aux seuls soldats dont la disponibilité, l'audace, le courage, la compétence et la capacité d'adaptation ont été unanimement reconnus. Quatre ans après, cette opération, étendue aux cinq pays du Sahel, se prolonge avec les 3 500 militaires de l'opération *Barkhane* déployés sur plus de 5 millions de km<sup>2</sup>. Elle semble devoir s'éterniser faute de but politique clair s'appuyant sur des moyens militaires suffisants.

En novembre 2013, alors que les violences se déroulaient depuis un an en Centrafrique, la France lançait trop tardivement l'opération *Sangaris* avec des moyens militaires insuffisants. Elle dut très vite les renforcer et se maintenir sur place plus longtemps que prévu en raison de la dégradation de la situation. La fin de l'intervention française, en octobre 2016, reflète certes une baisse du niveau de violence, mais la RCA n'est pas pour autant stabilisée et réconciliée, loin s'en faut.

L'opération *Chammal* au Moyen-Orient se poursuit essentiellement sous la forme d'appui aérien et de tirs d'artillerie au profit des forces irakiennes dans le cadre d'une coalition dirigée par les États-Unis.

Elle vise clairement à détruire les forces de l'Etat islamique, mais les buts politiques relatifs au devenir de la Syrie et de l'Irak sont-ils communs à tous les pays de la coalition ? Rien n'est moins sûr !

Enfin, au plan intérieur, l'opération *Sentinelle*, qui mobilise en permanence plus de 7 000 hommes, a déstabilisé nos armées. Elle s'ajoute aux opérations extérieures et au dispositif permanent de sûreté déployé par nos forces, notamment pour assurer la permanence de la dissuasion nucléaire, du contrôle de notre espace aérien et de notre domaine maritime. Les contrats opérationnels fixés en 2013 sont désormais très largement dépassés !

De plus, ces opérations portent toutes la marque d'une décision d'engagement tardive, d'une faiblesse des moyens militaires déployés et d'un manque de clarté dans le but politique visé, car l'engagement des forces ne peut et ne doit en aucun cas constituer une finalité, mais seulement un moyen, contribuant à créer les conditions nécessaires à l'atteinte du but politique recherché.

Toutes ces opérations révèlent aussi chaque jour davantage les lacunes et les insuffisances de nos forces en effectifs et matériels, qui sont pourtant exposées régulièrement par les chefs d'état-major aux autorités politiques et devant les membres des commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat.

### **Une tardive prise de conscience**

La situation est critique. L'armée est utilisée au-delà de ses capacités. Son niveau d'entraînement s'amointrit, la disponibilité de ses matériels est catastrophique, les infrastructures se dégradent de manière accélérée faute d'entretien suffisant, la modernisation des équipements se fait à un rythme bien trop lent. Il aura donc fallu cinq ans, des attentats violents sur le territoire national, des engagements opérationnels longs dont les résultats ne sont pas au rendez-vous, pour que la classe politique déclare prendre conscience de cette situation critique.

Il faut rompre radicalement avec cette situation de déclin. Tout le monde s'accorde pour remonter à 2% du PIB à court terme. Encore faut-il fixer l'échéance et préciser si ce chiffre inclut les pensions de retraite, ce qui naturellement n'aurait aucun sens et constituerait une tromperie.

Alors pourquoi n'avoir pas relevé notre effort de Défense depuis 2015, quand nous avons déclaré unanimement : « *nous sommes en guerre ?* ». Nous serions aujourd'hui à 1,7 ou 1,8% du PIB, tandis que nous stagnons toujours à 1,5% et laissons dériver notre outil militaire.

C'est bien en cette période électorale que le soldat mesure à quel point les échéances politiques ne correspondent pas aux impératifs de durée qu'exigent la préparation des armées et la conduite de la guerre. Il est urgent que les responsables politiques en prennent conscience sur le plan budgétaire et que l'opinion s'organise pour leur rappeler leurs devoirs en matière de Défense et de sécurité, sujets peu présents dans le débat électoral, et exiger d'eux le respect de leurs engagements.

*LA REDACTION de L'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)

*Mémoire et vérité*

## Lettre ASAF n°17/03

### **Mise en garde**

L'ASAF a adressé aux candidats déclarés à l'élection présidentielle huit questions relatives à leur projet au regard de la fonction de chef des Armées et face aux problèmes cruciaux qui se posent à la Défense de notre pays aujourd'hui. Elle diffusera leurs réponses et ses remarques par le biais de son site et de ses lettres électroniques. Huit mois après l'attentat de Nice, qui a vraiment conscience que la France est en guerre et contre qui ?

#### **Faire face**

Des groupes islamistes déterminés combattent, notamment en Afrique, nos forces engagées en appui de celles de pays alliés. Cette guerre, que nous menons avec de trop faibles moyens dans une zone immense, sera très longue. Rappelons que nous sommes présents militairement au Tchad depuis un demi-siècle ! Ces groupes agissent puissamment dans des pays du Moyen-Orient, contre nos intérêts stratégiques. A partir de ces zones qu'ils tiennent sous leur contrôle, ils planifient et déclenchent des actions meurtrières sur notre territoire national. Notons que ces attaques sont généralement exécutées par des ressortissants français, constituant des cellules installées dans l'Hexagone, et très probablement soutenus discrètement par des Etats dont l'intérêt est d'affaiblir notre pays.

Leurs attaques sont d'autant plus redoutables que la cohésion de notre pays est fragilisée par la présence sur son sol de minorités communautarisées, ne partageant pas toutes nos valeurs et parfois même, ne souhaitant pas s'intégrer à la communauté nationale. A cet égard, ne nous leurrons pas. L'arrêt des vagues d'attentats est sans doute temporaire. Il est certes la conséquence d'une plus grande efficacité de nos services, mais c'est probablement aussi un choix délibéré fait par notre ennemi - il a une stratégie -, en cette période pré-électorale.

La guerre qui se développe sur notre territoire nécessite la mise en œuvre de moyens militaires, de police et de gendarmerie importants, mais elle exige avant tout une inébranlable cohésion nationale qui seule peut dissuader efficacement l'ennemi d'agir et renforcer considérablement les capacités de prévention et de protection de notre pays.

#### **Rejeter la repentance**

Non seulement nous tardons à faire remonter en puissance nos forces armées et de sécurité malgré leur situation très dégradée, mais nous ressentons chaque jour un peu plus les ferments de la division à l'œuvre dans notre pays, exacerbés par les déclarations injustifiables de responsables politiques à des fins électoralistes.

Les propos invraisemblables tenus à l'étranger par un homme aspirant à la magistrature suprême, condamnant notre pays pour crime contre l'humanité commis en Algérie, sont à l'évidence de nature à diviser encore davantage les Français plutôt qu'à les rassembler.

Une partie de la classe politique a fait, pour des raisons idéologiques reposant sur une interprétation biaisée de l'Histoire, le choix éminemment destructeur de la repentance perpétuelle. Dans ces conditions, ne nous étonnons pas que certains immigrés de fraîche date rejettent la France en entendant ces personnalités, formées aux « meilleures écoles de la République », présenter la France comme un pays de pilleurs et de tortionnaires, injuste et esclavagiste. Pourtant le problème de l'intégration et de l'assimilation des étrangers en France est une condition indispensable pour réussir à éliminer définitivement le totalitarisme islamique et pour effacer le spectre de la guérilla urbaine susceptible de dégénérer très vite.

## **Retrouver la fierté**

La longue Histoire de notre pays n'est certes pas un long fleuve tranquille, mais elle est riche et à bien des égards exemplaire. Elle a certes été écrite par des hommes parmi lesquels certains ne furent pas irréprochables. Mais qui peut se prévaloir de ce qualificatif ? Alors que le premier souci de chacun est de connaître les faits, dans leur ensemble, et de les replacer dans leur contexte, ne nous érigeons pas en juges du passé. Faisons d'abord correctement notre devoir d'aujourd'hui.

Ainsi, à l'occasion du centième anniversaire de la Grande Guerre, mettons en avant le courage, le dévouement, le patriotisme des hommes et des femmes qui pendant 52 mois ont tenu malgré les souffrances et les deuils, ont vaincu pour assurer la liberté à leurs enfants dont nous sommes les héritiers. Parlons de ces héros anonymes et soyons fiers de tout ce qu'ils ont fait, parfois au prix de leur vie, et dont nous sommes tous redevables. Pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de la France, il aurait été préférable pour notre peuple de faire entrer au Panthéon, un jeune héros garçon ou fille de 16 ans mort fusillé par les Allemands après avoir combattu dans la Résistance et ils furent nombreux, plutôt qu'un homme politique, certes lâchement assassiné à la fin de la guerre par des collaborateurs français, mais qui, à 20 ans, à l'âge où ces jeunes résistants se sacrifiaient, insulta d'une façon odieuse le drapeau français ?

Plutôt que de condamner injustement la France, n'y a-t-il pas lieu de parler de l'œuvre remarquable de Lyautey au Maroc, de Faidherbe au Sénégal, de Yersin au Viêt Nam et de tant d'autres, envers lesquels les peuples colonisés de l'époque se montrent encore aujourd'hui reconnaissants ? Ce sont ces exemples qu'il faut faire connaître aux Français et aux nombreux étrangers qui font le choix de la France.

## **Attitude**

Il faut rejeter définitivement la repentance qui mine notre cohésion, suscite la haine et fait le jeu de notre ennemi. À cette vision négative et mortifère, substituons les héros d'hier et d'aujourd'hui pour permettre aux Français et à ceux qui choisissent notre pays d'adhérer pleinement à notre Histoire, à nos valeurs et à notre ambition nationale. C'est ainsi que la France vaincra définitivement, au prix d'efforts et de sacrifices, ce redoutable cancer islamiste qui nous menace très profondément sans que nous en ayons toujours tous conscience.

*La RÉDACTION de l'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)



**ASAF**



*Mémoire et vérité*

Lettre ASAF n°17/02

## **Revenir à l'essentiel**

### **Un spectacle affligeant**

Depuis trois semaines, la tempête médiatique détourne l'attention des Français des problèmes essentiels qui se posent à notre pays. Plus que jamais, nos compatriotes s'interrogent, doutent, se querellent, se dénigrent. Pendant ce temps, l'image de la France se ternit chaque jour un peu plus. Notre pays s'affaiblit aux yeux du monde. Notre crédibilité s'effrite, le doute nous envahit, la confiance disparaît, la décadence nous guette.

En nous abandonnant ainsi aux délices de la division, nous allons droit vers une catastrophe nationale, comme nous en avons vécu tant au cours des quinze siècles de notre riche histoire.

### **L'élection d'un chef**

Oublie-t-on que dans quelques semaines, nous élirons le chef de l'Etat, successeur des rois, empereurs et présidents qui ont exercé le pouvoir suprême à la tête de notre pays et qui devra inscrire son action en prenant en charge l'héritage national qu'il lui revient de faire fructifier puis de transmettre ?

Ce chef désigné par le peuple devra avoir une vision claire des réalités en évitant les vieux filtres idéologiques ; il lui faudra porter un projet suffisamment fort pour susciter l'unité et l'adhésion des Français. Il devra aussi posséder une solide expérience politique car ses interlocuteurs s'appelleront mesdames May et Merkel en Europe, messieurs Poutine, Trump et Xi Jinping hors d'Europe ; il sera enfin en devoir d'affirmer fermement la place de la France dans toutes les crises où nos forces sont et seront engagées.

Il lui faudra donc du caractère pour tenir ses engagements, et du courage pour rester inflexible dans l'adversité.

### **Comment la France peut gagner**

Si la première des priorités est d'assurer la sécurité des Français au quotidien et permettre à chaque citoyen de travailler selon ses capacités pour vivre dignement, il est tout aussi impérieux de garantir l'indépendance nationale et de renforcer l'influence de la France dans le monde.

Quel que soit le chef élu, il n'y aura pas de redressement sans l'effort de tous, sans goût d'entreprendre et de gagner, sans fierté d'appartenir à une communauté nationale au passé exceptionnel ; il n'y aura pas de succès durable sans action collective cohérente orientée vers un grand projet.

Alors que nous sommes réputés individualistes, nous sommes sans doute les champions d'Europe des sports collectifs : rugby, handball, football, volleyball, basketball.

Mais comment ne pas voir que les équipes qui gagnent sont celles dont les membres acceptent de se sacrifier pour le groupe ?

Aussi, il s'agit moins de chercher à gagner individuellement de l'argent, y compris sans rien faire, que de créer, en équipe, par le travail autant que par la passion, de la richesse à partager équitablement.

Personne n'a tous les talents, mais chacun en a qu'il convient d'identifier, de développer et de partager autour d'un projet commun. N'opposons jamais les chefs à ceux qui sont leurs subordonnés, car le soldat sait que seul le chef peut et doit coordonner efficacement les efforts, combiner les capacités et fondre les talents de chacun pour remplir la mission ou réaliser l'œuvre collective.

### **Les valeurs du soldat**

Les valeurs que les armées cultivent inlassablement et au plus haut degré pour pouvoir vaincre l'adversaire au combat sont aussi celles que doit développer une société qui est en guerre.

Croit-on pouvoir nous redresser et gagner sans un peuple soudé, sans que chacun ait le sentiment d'apporter quelque chose à la Nation qui, en contrepartie, le nourrit et le protège ?

Croit-on pouvoir conduire les Français dans l'effort sans que le chef et son équipe ne montrent l'exemple du travail, de la rigueur, de la simplicité et de la probité ? Croit-on pouvoir gagner sans définir un but clair, compris par tous, et sans viser l'excellence ?

### **En guise de conclusion**

Pour de longues années, notre pays est en guerre à l'extérieur comme sur son sol, et doit mobiliser toutes ses forces. Cependant, notre armée, engagée au-delà de ses capacités, est en voie de paupérisation et sera bientôt incapable de défendre la France sans un effort budgétaire important.

La France doit donc retrouver son dynamisme et sa confiance. Chacun doit cultiver le goût d'entreprendre et de réussir.

Nous avons nombre d'exemples et, parmi les plus remarquables et les plus médiatisés, l'astronaute Thomas Pesquet et le navigateur Armel Le Cléac'h. Mais ces héros apparemment individuels ne le sont que parce qu'ils peuvent s'appuyer sur des équipes soudées de gens motivés et compétents qui visent l'excellence et aspirent au succès.

Nous avons aussi des soldats, marins et aviateurs qui forcent au quotidien l'admiration par leur engagement personnel, des gendarmes, policiers et pompiers qui protègent et sauvent les Français y compris au prix de leur vie.

La récréation est terminée ; il faut revenir aux choses sérieuses, rassembler talents et enthousiasme pour être en mesure de relever les redoutables défis qui se présentent à très court terme.

*La RÉDACTION de l'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)

**Lettre ASAF n°17/01****Défense, l'heure des choix**

L'article du chef d'état-major des Armées (CEMA), paru le 20 décembre dans *Les Echos*, a suscité de nombreuses réactions. C'est bien la preuve que les chefs militaires doivent s'adresser non seulement aux élus mais aussi aux Français par le canal des médias car leur discours est repris.

Le message est clair : il est indispensable et urgent de relever la part du PIB consacrée à la Défense et de poursuivre ce redressement dans la durée, faute de quoi nos capacités militaires, qui déclinent inexorablement, s'effondreront brutalement.

En cette année d'élections présidentielle et législatives, ce message doit être entendu et compris par toute la Nation et, au premier chef, par ceux qui aspirent à assumer la responsabilité de « chef des Armées ».

**Quel effort faisons-nous ?**

La situation de notre armée a été présentée encore récemment, lors de l'audition des chefs d'état-major devant les députés et les sénateurs; elle est donc bien connue des élus. Elle l'est moins des Français même si les sondages révèlent que la majorité de nos compatriotes demandent une augmentation des ressources de la Défense ainsi qu'une modernisation des matériels et des équipements des armées pour assurer leur crédibilité dans l'avenir.

Cette situation critique est dangereuse. Elle est la conséquence prévisible d'une baisse délibérée et continue de la part du PIB consacrée à la Défense durant des décennies.

En 1980, nous consacrons 3% (hors pensions) de notre richesse nationale à la Défense. En 2019, à la fin de la loi de programmation militaire (LPM), nous devons arriver à 1,4% mais les attentats de Paris ont contraint le gouvernement actuel à annuler les réductions d'effectifs prévues jusqu'en 2019 et à maintenir la part de la Défense au niveau de 2015 c'est-à-dire à 1,5% (hors pensions) et non pas à 1,8% du PIB comme on peut le lire parfois. Cette différence de 0,3% correspond au montant des pensions de retraite qui est maintenant pris en compte dans certaines comparaisons, notamment par l'OTAN.

**Le seuil de rupture**

Cette érosion continue des ressources pendant plus de 35 ans a entraîné une réduction importante de la force nucléaire de dissuasion qui conserve cependant encore sa cohérence. Mais sa modernisation permanente exige des ressources financières importantes que la LPM actuelle ne prévoit pas, au point que certaines voix proposent de l'abandonner. Si tel était le cas, mesure-t-on bien les conséquences d'un tel renoncement sur le plan de notre capacité à répondre alors à un chantage nucléaire et sur celui de notre crédibilité politique, militaire mais également technologique ?

En réalité, l'essentiel des économies s'est fait au détriment des forces conventionnelles qui contribuent, elles aussi, à la dissuasion et qui sont, si souvent, engagées dans les opérations de guerre. Leur efficacité est aujourd'hui remise en question en raison de l'absence ou de l'insuffisance de plusieurs capacités d'action et de la grande vétusté de nombreux matériels.

## La vie quotidienne

Les conditions matérielles de vie deviennent sous certains aspects inacceptables. Ainsi, six ans après le constat d'échec du logiciel *Louvois* utilisé pour le paiement des soldes de l'armée de Terre, 15% des militaires (tous grades confondus) de cette armée ne reçoivent toujours pas le montant exact des rémunérations auxquelles ils ont droit. Quelle administration, Bercy compris, ou quelle entreprise française continuerait de fonctionner dans ces conditions ?

S'agissant des locaux dans lesquels vit et travaille le personnel, la dotation pour leur entretien a été divisée par trois en quelques années. Est-ce la meilleure façon de traduire, à nos soldats, la reconnaissance de la Nation martelée dans tous les discours officiels ?

## Prendre la parole

La situation est critique ; la paupérisation, hier rampante, est maintenant visible. N'en déplaise à un éphémère ministre de la Défense qui contestait récemment sur son blog le droit au CEMA de s'exprimer dans la presse, il est indispensable que les chefs militaires expliquent dans les médias, y compris à la télévision, et directement aux Français, la situation de nos forces, leurs atouts mais aussi leurs fragilités et leurs besoins. Car si les armées obéissent au pouvoir politique, nos concitoyens doivent être également informés sur la Défense par les « hommes de l'art ».

En outre, les chefs militaires ont un devoir imprescriptible vis-à-vis des hommes et des femmes qu'ils commandent au combat : c'est celui de veiller à ce que ceux-ci disposent des matériels et des soutiens nécessaires pour accomplir leurs missions en toutes circonstances. Cette responsabilité morale reste permanente et totale.

## Réagir

Parce que nous sommes en guerre pour longtemps et sur plusieurs fronts et qu'il nous faut simultanément prévoir le maintien à niveau technologique de la dissuasion nucléaire, remplacer et moderniser nos matériels et enfin retrouver un niveau d'entraînement supérieur et des conditions de vie décentes, nous devons réagir vigoureusement.

Actuellement à 1,5%, **la part du PIB consacrée à la Défense doit être remontée à 2% au plus tard en 2020, mais il faudra ensuite poursuivre l'effort durant la prochaine décennie.** La Défense est une nécessité et un atout pour la France ; elle est devenue aujourd'hui une urgence absolue.

*La RÉDACTION de l'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)